



**CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIÈRES
COMMUN A TOUS LES LOTS**

**ACCORD-CADRE DE FOURNITURES COURANTES ET DE SERVICES
(CCAG FCS 2021)**

**UTI CPCA - Arrachage et évacuation de plantes
aquatiques envahissantes
Lot 1 : Secteur Nord CPCA
Lot 2 : Secteur Sud CPCA**

**VOIES NAVIGABLES DE FRANCE
Direction Territoriale Bassin de la Seine et Loire aval
Unité territoriale d'itinéraire Canaux de Picardie Champagne Ardenne
76, rue de Talleyrand
51 084 REIMS Cedex**

Sommaire

| | |
|---|-----------|
| 1 - Objet et étendue de la consultation | 3 |
| 1-1. <i>Objet.....</i> | 3 |
| 1-2. <i>Zones d'intervention</i> | 3 |
| 1-3. <i>Consistance des prestations.....</i> | 5 |
| 1.3.1 : <i>Consistance des prestations d'installation et repli de chantier.....</i> | 5 |
| 1.3.2 : <i>Consistance des déplacements de chantier</i> | 5 |
| 1.3.3 : <i>Consistance des prestations du système de non-prolifération des plantes envahissantes</i> | 6 |
| 1.3.4 : <i>Consistance des prestations d'arrachage et évacuation des déchets.....</i> | 6 |
| 1.3.5 : <i>Consistance des prestations d'évacuation des déchets et de traitement des plantes....</i> | 6 |
| 1.3.6 : <i>Consistance des prestations d'évacuation des déchets non-végétaux.....</i> | 6 |
| 1.3.7 : <i>Dépose et repose fibre dans les biefs équipés d'un réseau fibré</i> | 7 |
| 2 - Modalités générales d'exécution des prestations | 7 |
| 2-1. <i>Zone à traiter</i> | 7 |
| 2-2. <i>Période d'intervention.....</i> | 7 |
| 2-3. <i>Etat des lieux et réunion préliminaire.....</i> | 7 |
| 2-4. <i>Représentant de l'entreprise.....</i> | 8 |
| 2-5. <i>Entrave à la navigation</i> | 8 |
| 2-6. <i>Sécurité et signalisation de chantier.....</i> | 8 |
| 2-7. <i>Sujétions liées à la présence de réseaux divers</i> | 9 |
| 2-8. <i>Modalités d'exécution</i> | 9 |
| 2.8.1 : <i>Pose d'un système anti-prolifération de plantes envahissantes.....</i> | 9 |
| 2.8.2 : <i>Arrachage mécanique.....</i> | 9 |
| 2.8.3 : <i>Arrachage manuel</i> | 10 |
| 2.8.4 : <i>Tri des déchets.....</i> | 10 |
| 2.8.5 : <i>Transport et valorisation des déchets végétaux.....</i> | 10 |
| 3. Clauses environnementales..... | 10 |
| 3.1- <i>Respect de la politique environnementale de VNF - Prescriptions générales concernant le respect de l'environnement.....</i> | 10 |
| 3.2- <i>Faune et flore</i> | 11 |
| 3.3- <i>Déchets de chantier</i> | 11 |
| 4. Modalités particulières d'exécution des prestations et moyens à mettre en œuvre | 11 |
| 4.1 : <i>Stipulations préliminaires.....</i> | 11 |
| 4.1.1 : <i>Préservation des riverains</i> | 12 |
| 4.1.2 : <i>Préservation des usagers de la voie d'eau</i> | 12 |
| 4.1.3 : <i>Préservation de la ligne d'eau et des ouvrages</i> | 13 |
| 4.1.4 : <i>Moyens et matériels</i> | 13 |
| 4.1.5 : <i>Accès.....</i> | 13 |
| 4.1.6 : <i>Engins de guerre rencontrés au cours des travaux.....</i> | 13 |
| 4.1.7 : <i>Emplacement mis à la disposition de l'entrepreneur</i> | 14 |
| 4.2 : <i>Stipulations communes</i> | 14 |
| 4.3 : <i>Signalisation de chantier</i> | 14 |
| 4.4 : <i>État des lieux.....</i> | 15 |
| 4.5 : <i>Constats</i> | 15 |

1 - Objet et étendue de la consultation

1-1. Objet

La présente consultation concerne :

UTI CPCA - Arrachage et évacuation de plantes aquatiques envahissantes

L'arrachage, l'évacuation et l'élimination de plantes aquatiques invasives ainsi que les déchets éventuels extraits des voies navigables et de leurs annexes de l'UTI CPCA. Une attention particulière devra être portée sur la non-prolifération des plantes aquatiques envahissantes et le ramassage soigné des déchets de coupe.

Cet accord-cadre fixe toutes les conditions d'exécution des prestations, il est exécuté au fur et à mesure de l'émission de bons de commande émis par le pouvoir adjudicateur.

Lieu(x) d'exécution :

Ensemble du réseau de l'unité territoriale des canaux de Picardie Champagne-Ardenne

1-2. Zones d'intervention

Les prestations sont réparties en deux lots :

| Lot(s) | Désignation |
|--------|--|
| Lot 1 | Lot 1 : Secteur Sud CPCA : Canal de la Marne au Rhin (Pk 0.00 à Pk 3.161), Canal entre Champagne et Bourgogne (Pk 0.000 à 1.038), Canal latéral à la Marne (Pk 0.000 à 48.665) - Canal de l'Aisne à la Marne - Embranchement de Vouziers - Canal des Ardennes - Canal latéral à l'Aisne - Rivière Aisne - Canal de l'Oise à l'Aisne (Pk 35.057 à jonction avec le CLA) et toutes leurs annexes. |
| Lot 2 | Lot 2 : Secteur Nord CPCA : Canal de l'Oise à l'Aisne (Pk 0.000 à 35.057) - Canal latéral à l'Oise 2 - Canal de Saint-Quentin - Canal de la Sambre à l'Oise - Branche de la Fère et toutes leurs annexes. |

Ces écluses sont situées le long des itinéraires fluviaux que constituent :

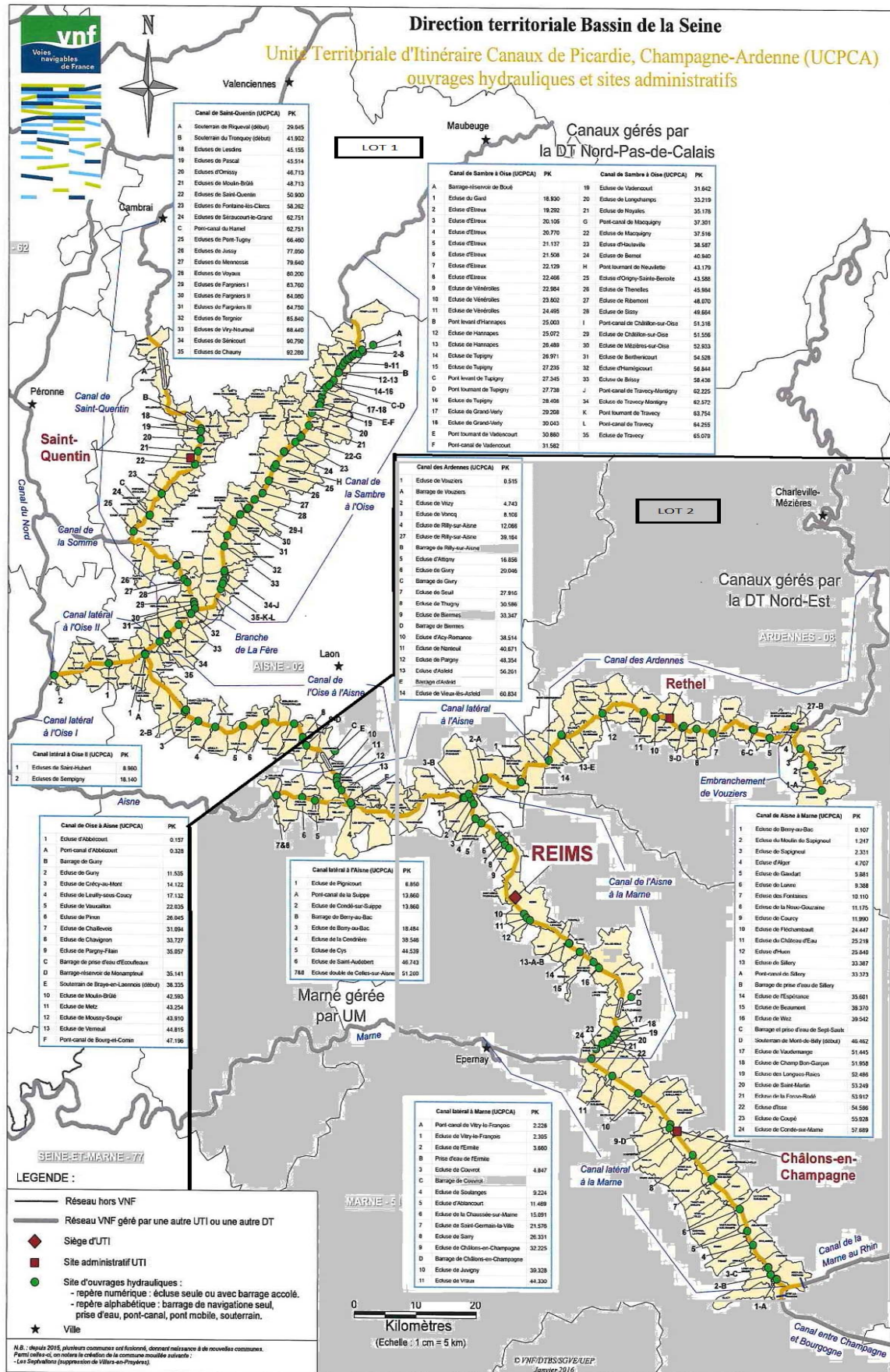
- le Canal de la Sambre à l'Oise ;
- le Canal des Ardennes ;
- l'Embranchement de Vouziers ;
- le Canal Latéral à l'Aisne ;
- Le Canal de l'Aisne à la Marne
- le Canal Latéral à la Marne (du PK 0,000 au PK 48,665) ;
- le Canal de l'Oise à l'Aisne ;
- le Canal Latéral à l'Oise 2 ;
- le Canal de Saint-Quentin.

Le lieu précis des travaux sera communiqué au titulaire à chaque commande. En aucun cas, la situation géographique ne modifiera le montant de la commande.

Particularité relative à l'embranchement de Vouziers :

L'embranchement de Vouziers présente des difficultés d'accès aux ouvrages liées à un chemin de halage non carrossable, le titulaire devra s'équiper en conséquence du matériel adéquat tout en respectant les consignes de sécurité.

Ces points particuliers seront évoqués avec le titulaire avant élaboration du bon de commande.



1-3. Consistance des prestations

Les prestations d'arrachage ont pour finalité d'éradiquer les plantes envahissantes (espèces envahissantes comme la Myriophylle ou autres) retrouvées sur le site.

La présence de ces plantes étant variable, le maître d'ouvrage définira l'emprise des travaux à réaliser lors du bon de commande et avant la mise en place du chantier.

Les prestations se font sous exploitation de la voie d'eau (circulation de bateaux sur le canal et de véhicules d'agents d'exploitation et d'entretien sur les chemins et digues).

Les prestations comprennent :

- ✓ La signalisation du chantier pendant toute la période des travaux ainsi que les éventuelles démarches auprès des gestionnaires de réseau afin de préserver et de respecter les consignes émises ;
- ✓ La fourniture, la mise en place et la dépose d'un système ou dispositif de non-prolifération des plantes envahissantes afin de ne pas disperser des fragments de plantes dans les canaux aux alentours ;
- ✓ L'arrachage mécanique et/ou manuel si besoin de l'ensemble des plantes aquatiques ;
- ✓ Le tri des déchets (végétaux - non-végétaux) ;
- ✓ L'entretien du dispositif et des abords du chantier ;
- ✓ L'évacuation et le transport des végétaux ou non-végétaux ;
- ✓ Le déchargement, la mise en filière de valorisation agréée et/ou l'élimination des déchets végétaux ou non-végétaux.

1.3.1 : Consistance des prestations d'installation et repli de chantier

Ils comprennent :

- La préparation du chantier (DICT, inspection commune préalable, plan de prévention) ;
- La signalisation du chantier pendant toute la période des prestations ;
- La prise en compte des contraintes liées au maintien de la navigation ;
- L'amenée sur le chantier, le montage, le démontage et le repli en fin de chantier de l'ensemble du matériel et du personnel nécessaire à l'exécution complète des prestations dans les délais impartis ;
- Les dépenses afférentes à l'hygiène et la sécurité du chantier ;
- L'entretien des accès empruntés par le titulaire pendant toute la durée du chantier ;
- La fourniture de matériel, outillage, matières, énergie, transport de consommables ainsi que les frais de chantier y compris toutes sujétions particulières.

À noter : après ces prestations, les emprises des prestations seront rendues propres et dans leur état d'origine.

1.3.2 : Consistance des déplacements de chantier

Ils comprennent :

- L'exécution et les frais liés au démontage, au transport et au remontage du matériel fluvial ou terrestre nécessaire à l'exécution des prestations sur le chantier suivant.

NB : En cas de déplacement au sein d'un même bief, ce prix ne sera pas appliqué, le déplacement au sein d'un même bief étant compris dans le prix installation et repli de chantier.

Ce prix s'appliquera dans la limite strictement inférieure à 20 km parcourus, quel que soit le nombre d'ouvrages franchis. La distance à considérer sera mesurée au moyen d'un GPS ou du Schéma d'Itinéraire Technique, entre le dernier PK du chantier précédent et le premier PK du chantier commandé.

1.3.3 : Consistance des prestations du système de non-prolifération des plantes envahissantes

Ils comprennent :

- La prise des dimensions permettant la fourniture du système proposé par l'entrepreneur et validé par le maître d'œuvre ;
- La fourniture, la pose, la surveillance, la dépose de ce système ;
- Le repli dans le sens opposé à l'écoulement des eaux et la ré-installation du système à chaque passage de bateau en ce qui concerne les biefs ;
- Le balisage de ce système pour préserver la passe navigable ;
- Le nettoyage des produits collés au système de non-prolifération avant la dépose ;
- La gestion et l'évacuation des déchets végétaux ou non-végétaux selon les normes en vigueur, ainsi que la fourniture des bordereaux de suivi des déchets.

À noter : la hauteur d'eau dans le bief oscille entre 0.50 m et 2.70 m et sa largeur varie entre 18.00 et 22.00 m.

1.3.4 : Consistance des prestations d'arrachage et évacuation des déchets

Ils comprennent :

- La signalisation du chantier pendant toute la période des travaux ;
- La fourniture, l'installation de bennes de stockage végétal et non-végétal provisoires ;
- L'arrachage mécanique et/ou manuel de l'ensemble des plantes aquatiques ;
- La récupération par « filet », épuisette ou tout autre dispositif des plantes aquatiques en suspension ;
- Le débouillage éventuel des ouvrages d'art ;
- Le tri des déchets extraits (végétaux - non-végétaux) ;
- La mise en conditionnement (camion benne, bateau, tracteur, benne (s) de stockage végétale (s), benne (s) de stockage non-végétale (s) ...) des déchets extraits en vue de leur évacuation du site vers un site de valorisation ou d'élimination ;
- Le transbordement du contenu des bennes de stockage végétal et non-végétal provisoires et leur évacuation vers les centres agréés contrôlée par bordereau de suivi des déchets ;
- Le nettoyage permanent du site pendant toute la durée du chantier, et jusqu'à ce que les plantes arrachées soient totalement évacuées.

Après ces prestations, les emprises seront rendues propres en particulier les endroits où les plantes seront récupérées et/ou évacuées.

1.3.5 : Consistance des prestations d'évacuation des déchets et de traitement des plantes

Ils comprennent :

- L'évacuation des déchets végétaux selon la réglementation en vigueur, depuis le site d'extraction vers le site de valorisation et/ou d'élimination, validé par le maître d'œuvre, par des moyens fluviaux et/ou terrestres y compris le (s) transbordement (s) ;
- Le traitement adapté des plantes envahissantes arrachées, suivant la réglementation en vigueur, et afin d'éviter toute prolifération de l'espèce invasive.

Ce prix sera rémunéré dans l'APE-04 sur présentation au maître d'œuvre des justificatifs des bons de pesée ainsi que ceux de la traçabilité du traitement adapté.

1.3.6 : Consistance des prestations d'évacuation des déchets non-végétaux

Ils comprennent :

- L'évacuation des déchets non-végétaux selon la réglementation en vigueur, depuis le site d'extraction vers le site de valorisation et/ou d'élimination, validé par le maître d'œuvre, par des moyens fluviaux et/ou terrestres y compris le (s) transbordement (s) ;

Ce prix sera rémunéré dans l'APE-04 sur présentation au maître d'œuvre des justificatifs des bons de pesée ainsi que ceux de la traçabilité de suivi des déchets.

1.3.7 : Dépose et repose fibre dans les biefs équipés d'un réseau fibré

Dans certains biefs, la fibre optique est présente et juste déposée dans l'eau le long d'une rive.

Si elle n'est pas lestée, et que la configuration du site le permet, avant toute opération d'arrachage, le titulaire déposera la fibre optique le long des berges pour éviter un sectionnement des câbles. Une fois l'opération complète de faucardage réalisée, il remettra la fibre optique à sa place.

2 - Modalités générales d'exécution des prestations

2-1. Zone à traiter

La zone d'arrachage à traiter est définie au bon de commande qui sera envoyé au titulaire du marché.

Chaque bon de commande précisera les mentions suivantes :

- situation géographique des prestations ;
- délais et dates de démarrage des périodes de préparation éventuelle et d'exécution ;
- détail quantitatif estimatif reprenant les prix valorisés et les quantités applicables ;
- liste non exhaustive.

Les limites du chantier, le piquetage, les zones d'arrachage seront précisées lors de la réalisation de l'inspection commune.

2-2. Période d'intervention

A titre indicatif, afin d'être efficace, ces prestations seront à réaliser entre les mois de juin et décembre de chaque année car la plante disparaît de la surface de l'eau au début de l'automne.

Ponctuellement, de l'arrachage pourra être exécutée en dehors de cette période.

2-3. Etat des lieux et réunion préliminaire

Le réseau de l'UTI Champagne-Ardenne Canaux de Picardie est très étendu. Avant chaque bon de commande, une réunion préliminaire sera réalisée entre le titulaire et le maître d'œuvre pour un état des lieux complet de la partie à arracher avec déplacement sur site, afin d'appréhender au mieux :

- le matériel et personnel nécessaires ;
- la quantité de travail à réaliser ;
- l'état des chemins de halage, le tirant d'eau... ;
- les mesures essentielles de sécurité notamment, pour assurer le bon déroulement du chantier ;
- la méthode employée ;
- le planning d'exécution...

Les prix nécessaires à la rédaction du bon de commande seront sélectionnés afin de connaître le coût précis de la future opération d'arrachage.

Cette réunion permettra également de rédiger l'inspection commune préalable, prémisses du plan de prévention, obligatoire avant toute intervention.

Le titulaire sera tenu de mettre en œuvre tous les moyens nécessaires pour n'occasionner aucun dégât sur les lieux d'intervention, notamment par les engins utilisés. Toute dégradation lui sera le cas échéant imputée et il lui appartiendra de remettre à l'état initial toutes les voiries, chemins, accès empruntés.

2-4. Représentant de l'entreprise

Pour assurer la conduite du chantier, le titulaire désignera un représentant qui sera le même pendant toute la durée des prestations. Ce représentant pourra être suppléé en cas de force majeure de sorte que l'opération ne puisse être retardée ou suspendue du fait de son absence. Le maître d'œuvre en sera alors averti.

2-5. Entrave à la navigation

Les prestations se feront sous navigation. Aucune entrave ne sera tolérée.

Au plus tard 10 jours ouvrés avant le démarrage du chantier, le titulaire devra prendre l'attache du responsable de la Subdivision exploitation du lot concerné afin de faire émettre un avis à batellerie indiquant les dates et la zone d'intervention de l'atelier d'arrachage.

Pour les lots n°1 et 2 : VNF - UTI CPCA - Subdivision Exploitation
76, rue de Talleyrand
51100 Reims
Courriel : exploitation.uti.picardiechampagne@vnf.fr

A noter : La présence de bateaux le long des quais ou des haltes nautiques lors de l'exécution des prestations sera possible.

2-6. Sécurité et signalisation de chantier

Le titulaire devra prendre toutes les dispositions utiles pour assurer la sécurité pendant l'exécution des prestations et la bonne organisation de ses chantiers sur terre comme sur l'eau.

Ces dispositions devront s'appuyer sur une analyse des risques encourus et seront consignées dans un document dénommé « plan de prévention et de sécurité de l'entreprise extérieure » qui sera soumis au maître d'ouvrage.

Par ailleurs, le titulaire renseignera un plan de prévention pour le chantier conforme au modèle de VNF. Ce plan de prévention devra notamment prendre en compte les risques particuliers du site d'intervention et les mesures de précautions associées, ainsi que les conditions de stationnement des engins et les consignes à suivre en cas d'accident. Ces mesures seront définies suite à l'inspection commune préalable (rédigée à la réunion préparatoire) entre le titulaire du marché et un représentant de la Subdivision Exploitation de VNF.

Le plan de prévention renseigné devra être transmis pour avis au maître d'œuvre avant le démarrage prévu des prestations qui ne pourront commencer sans le visa de la personne habilitée au sein de l'UTI VNF concernée.

Le titulaire tiendra compte, pendant toutes les phases des prestations, des circulations fluviale, piétonne et routière. En conséquence, il devra prendre et assumer financièrement toutes les dispositions nécessaires pour, préalablement aux prestations, mettre en place une signalisation conforme aux règlements en vigueur, en particulier vis-à-vis du règlement général de police de la navigation et la maintiendra en place pendant toute la durée du chantier. L'ensemble de ces mesures devra être soumis pour accord au maître d'œuvre.

Ces dispositions concernent notamment :

- La fourniture, la mise en place et le repli de panneaux, barrières de police, bornes de signalisation et feux éventuels... ;
- Les demandes et l'affichage des permissions de voirie qui s'avèreraient nécessaires à la bonne organisation des chantiers ;
- L'information des usagers concernant les demandes de déplacement des véhicules ;
- Liste non exhaustive.

2-7. Sujétions liées à la présence de réseaux divers

Le maître d'œuvre établira les déclarations de travaux (DT) dès lors qu'ils ont une incidence sur les réseaux souterrains ou aériens.

Le prestataire étant amené à travailler à proximité de réseaux aériens ou souterrains : eau potable, électricité, éclairage, gaz, Télécom, fibre optique, etc., il sera réputé avoir pris connaissance des différents concessionnaires pouvant être concernés par ses prestations.

Le prestataire établira les déclarations d'intention de commencement de travaux (DICT) et les réponses des concessionnaires devront obligatoirement parvenir au maître d'œuvre (courriel autorisé) avant l'inspection commune préalable.

Le prestataire devra s'assurer, avant tout commencement d'exécution, que les divers réseaux ne risquent aucune détérioration du fait des prestations d'arrachage et que les consignes émises par les gestionnaires de ces réseaux soient respectées.

Dans le cadre particulier de la préservation des réseaux, l'arrachage s'effectuera éventuellement manuellement et sera considéré en zone spécifique.

2-8. Modalités d'exécution

Les prestations seront exécutées avec des équipements adaptés (port du gilet avec sangle sous-cutané notamment), le titulaire prendra toutes mesures nécessaires à un travail en sécurité (Plan de prévention).

Voies Navigables de France décline toute responsabilité dans le cas où un quelconque objet abandonné sur le domaine public viendrait à provoquer la dégradation du matériel d'arrachage.

2.8.1 : Pose d'un système anti-prolifération de plantes envahissantes

Afin de prévenir tout bouturage, il sera obligatoire de mettre en place un système de non-prolifération des plantes aquatiques envahissantes.

Le nettoyage précautionneux de ce système devra être réalisé.

A noter : A titre indicatif, la largeur du canal selon les plans est au maximum d'environ 22m et le mouillage théorique maximum est de 2,70 m sur les canaux de l'UTI CPCA.

Le titulaire devra vérifier ces dimensions afin d'ajuster son système pour qu'il épouse au maximum les caractéristiques locales de la zone de prestations.

Le système de non-prolifération des plantes envahissantes comprend :

- la prise de dimensions permettant la fourniture du système proposé par l'entrepreneur et validé par le maître d'œuvre ;
- la fourniture, la pose, la surveillance, et la dépose de ce système ;
- le repli dans le sens opposé à l'écoulement des eaux et la ré-installation du système à chaque passage de bateau en ce qui concerne les biefs ;
- le nettoyage des produits collés au système de non-prolifération avant la dépose ;
- la gestion et l'évacuation des déchets végétaux ou non-végétaux selon les normes en vigueur, ainsi que la fourniture de bordereaux de suivi des déchets.

2.8.2 : Arrachage mécanique

L'arrachage mécanique sera réalisé depuis un ponton et/ou un bateau et/ou depuis la berge.

Cette méthode permet de traiter de grandes superficies grâce à l'intervention d'un bras hydraulique en plongeant la griffe d'arrachage dans l'eau, et ce jusque dans les sédiments, afin de saisir une pelletée de plantes qui est ensuite délicatement tirée. Les plants sont alors extraits de la vase avec leurs systèmes racinaires.

Elle nécessite d'être réalisée avec précaution au regard des grandes capacités de production de boutures viables pour ces espèces.

Afin de recueillir la dispersion des débris végétaux durant ces prestations, il sera obligatoire de finir par un ramassage manuel précautionneux, à l'aide d'une épuisette.

Le nettoyage approfondi du matériel devra être réalisé.

2.8.3 : Arrachage manuel

L'arrachage manuel sera réalisé depuis un ponton et/ou un bateau/une embarcation on et /ou depuis la berge.

Cette méthode permet de traiter les zones difficiles d'accès ou spécifiques avec la griffe d'arrachage (près des berges) à la main et/ou avec à un croc d'arrachage. Les plants sont alors extraits de la vase avec leurs systèmes racinaires.

Afin de recueillir la dispersion des débris végétaux durant ces prestations, il sera obligatoire de finir par un ramassage manuel précautionneux, à l'aide d'une épuisette.

Le nettoyage approfondi du matériel devra être réalisé.

2.8.4 : Tri des déchets

Le canal pouvant recueillir des déchets non-végétaux (plastique, fer...), un tri manuel pourra être nécessaire.

Le tri sera réalisé au niveau d'un emplacement défini entre le titulaire et le maître d'œuvre ou le maître d'ouvrage et permettra de séparer les déchets végétaux des non-végétaux.

Les déchets seront conditionnés par le titulaire dans des bennes en attente de leur évacuation autorisée par le maître d'œuvre ou le maître d'ouvrage vers le site agréé de valorisation / d'élimination avec la fourniture des bordereaux de suivi des déchets associés précisant leurs poids.

2.8.5 : Transport et valorisation des déchets végétaux

Le titulaire sera tenu de procéder à l'évacuation selon la réglementation en vigueur des déchets végétaux et non-végétaux arrachés. Le traitement des plantes envahissantes devra être adapté afin d'éviter toute prolifération de l'espèce invasive suivant la réglementation en vigueur et d'empêcher le bouturage du myriophylle ou autre s'il rejoint un plan d'eau.

Les prestations seront exécutées avec des équipements adaptés, le titulaire prendra toutes les mesures nécessaires à un travail en sécurité.

3. Clauses environnementales

3.1- Respect de la politique environnementale de VNF - Prescriptions générales concernant le respect de l'environnement

VNF s'est engagée dans une politique environnementale. Le titulaire s'engage à faire sienne cette démarche dans le cadre des prestations qui lui sont confiées en respectant la réglementation en vigueur et en limitant l'impact des travaux et en prévenant toute pollution.

Pour être en conformité avec l'arrêté du 30 mai 2008 et en particulier avec l'article 7, le titulaire prendra toutes les dispositions nécessaires pour limiter la perturbation du milieu aquatique et réduire les risques de pollution accidentelle, notamment en ce qui concerne la circulation et le stockage des engins.

En cas d'incident ou d'accident, lors des prestations susceptibles de provoquer une pollution accidentelle, le titulaire devra interrompre les prestations, prendre les dispositions afin de limiter rapidement la dispersion de la pollution et avertir le maître d'ouvrage, le conducteur d'opération et les services de la police de l'eau.

Le titulaire disposera sur le chantier de matériel de lutte anti-pollution (produits absorbants, barrage flottant, etc.) pour pouvoir intervenir rapidement en cas de déversement accidentel.

Les éventuels produits dangereux seront conservés dans leur conditionnement d'origine et stockés dans des conteneurs fermés placés sur des bacs de rétention adéquats. Les fiches de données de sécurité de ces produits devront être présentes sur le site des prestations.

Aucun entretien d'engins ne sera réalisé sur site.

Toutes précautions devront être prises afin de ne pas renverser de fluides lors des graissages et remplissages.

Il conviendra de limiter les risques de malveillance sur le chantier.

3.2- Faune et flore

Le titulaire devra respecter la faune et la flore, plus particulièrement concernant la vie piscicole.

Si les prestations engendrent une turbidité trop importante de l'eau, risquant de mettre en péril la faune et la flore aquatique, le conducteur d'opération ou son représentant pourra décider de modifier le mode opératoire voire de suspendre les prestations.

3.3- Déchets de chantier

Il sera interdit de brûler, d'abandonner ou d'enfouir les déchets de chantier.

Le titulaire devra organiser le stockage, le tri, le transport et le traitement des déchets générés par ces prestations de manière à en assurer une élimination respectueuse de l'environnement et de la santé en privilégiant les filières de valorisation ou de tri en vue d'une valorisation (privilégier la réutilisation des matériaux).

Délais maxi de stockage avant évacuation des déchets végétaux

En zone urbaine, le titulaire s'engage à respecter **un délai maximum de 48 heures** de stockage des déchets végétaux avant leur évacuation pour éviter tout désagrément lié aux odeurs, gêne, place...

En zone rurale, le titulaire s'engage à évacuer les déchets végétaux chaque vendredi soir au plus tard (veille de week-end) pour éviter tout désagrément lié aux odeurs, gêne, place...

4. Modalités particulières d'exécution des prestations et moyens à mettre en œuvre

4.1 : Stipulations préliminaires

L'attention du candidat est attirée sur les points suivants :

- L'ensemble du réseau navigable de l'unité territoriale d'itinéraire CPCA s'étend sur plus de 400km.

- Certains chemins de service ou halage sont non carrossables. Des biefs sont inaccessibles sur les 2 rives.

Ces points particuliers seront évoqués lors de l'élaboration du bon de commande si le site en question présente les particularités évoquées ci-dessus.

Les prestataires sont réputés avoir, de par leurs qualifications professionnelles, pleine connaissance des lois, décrets, arrêtés, règlements, circulaires, etc. régissant les prestations objets du marché et avoir inclus dans les prix unitaires et forfaitaires, même si elles ne sont pas énoncées dans le descriptif, toutes les fournitures, prestations et sujétions découlant du strict respect des différents textes et documents mentionnés au C.C.T.P. Les prix sont réputés comprendre toutes les prestations nécessaires pour obtenir le résultat attendu dans les délais impartis.

Le prestataire sera tenu de prendre toutes les dispositions nécessaires pour assurer la sécurité des personnes et des biens lors de l'exécution de ses prestations.

La responsabilité du prestataire sera pleinement engagée pour tout dommage induit par la présence prolongée de matériel sur le domaine public.

Si de quelconques dommages affectant équipements et plantations en place devaient survenir du fait ou indépendamment de son activité, le prestataire sera tenu d'en informer le Maître d'œuvre dans les plus brefs délais et de prendre toutes mesures immédiates pour sauvegarder la sécurité du public et la conservation des biens.

Une autorisation de circulation sur les chemins de service sera donnée au titulaire dans le cadre spécifique du marché.

Le titulaire remettra, le cas échéant, en leur état initial les terrains, chemins et accès qu'il aura dégradés à l'occasion de son chantier, à ses frais.

L'accès à partir du réseau routier public et des chemins d'exploitation agricole ou forestière, des chemins fonciers ou communaux devra être soigneusement étudié par le titulaire pour préserver les biens des riverains et l'état des viabilités des voies empruntées. Le titulaire devra obtenir toutes autorisations privées ou publiques nécessaires, à ses frais. Le titulaire doit impérativement les remettre dans leur état initial de viabilité et d'aménagement dès la fin de leur utilisation par ses matériels.

Le prestataire sera tenu responsable des dégradations occasionnées aux panneaux de signalisation, plantations, poteaux, etc...et de bris de matériel occasionnés par sa prestation.

Les prestations devront être réalisées dans le respect des règles de l'art. Le prestataire est réputé avoir effectué une reconnaissance précise sur place des chemins, de leur état et de leur aptitude à supporter le passage de ses engins.

4.1.1 : Préservation des riverains

Le prestataire prendra toutes dispositions pour éviter l'entrée dans les propriétés riveraines et devra exécuter les prestations d'arrachage de telle manière que les propriétés riveraines n'aient à subir aucun dommage. Dans le cas où malgré les précautions prises, des dommages seraient subis par un ou plusieurs riverains, le montant des dégâts serait à la charge exclusive du prestataire.

4.1.2 : Préservation des usagers de la voie d'eau

Une signalisation réglementaire sera mise en place par le titulaire du marché. Le prestataire devra organiser son chantier de telle manière que les usagers des voies circulées n'aient à subir aucun dommage du fait des travaux.

Le prestataire devra organiser son chantier de telle manière que les usagers soient prévenus. En effet, le système de non-prolifération mis en œuvre par le titulaire ne doit être retiré définitivement qu'à la fin des travaux afin d'éviter toute propagation d'espèces envahissantes.

Rappel : La présence de bateaux le long des quais, des haltes nautiques ou dans les ports lors de l'exécution des prestations sera possible.

4.1.3 : Préservation de la ligne d'eau et des ouvrages

L'attention du titulaire est attirée sur le fait que l'eau circulant dans les biefs sert à l'alimentation des biefs aval du canal. En conséquence, l'accumulation des herbes coupées peut empêcher la libre circulation de l'eau. L'entreprise devra tout mettre en œuvre pour limiter ce phénomène.

Le titulaire effectuera :

- le débouillage éventuel des ouvrages d'art, aqueducs de contournement ;
- le nettoyage des produits collés aux berges, etc...

4.1.4 : Moyens et matériels

Le prestataire fournira le matériel d'arrachage, le matériel de manutention, de transports (camions, remorques...), les carburants, l'outillage divers et la main d'œuvre nécessaire à la complète exécution des prestations dans les délais impartis. Le titulaire devra utiliser l'outillage et le matériel les mieux adaptés tant à la bonne exécution des prestations à effectuer qu'à la sécurité de son personnel et des tiers, ainsi qu'à la sauvegarde de l'environnement.

Le titulaire est réputé avoir effectué une reconnaissance précise sur place des chemins, de leur état et de leur aptitude à supporter le passage de ses engins.

Le matériel proposé devra être validé par le représentant du maître d'ouvrage avant le commencement des travaux.

Remarque : L'ensemble du matériel devra être entièrement nettoyé afin de ne pas disséminer les plantes envahissantes sur un futur chantier.

4.1.5 : Accès

L'accès du titulaire à partir du réseau routier public, communal et public fluvial devra être soigneusement étudié par le titulaire pour préserver les biens des riverains et l'état des viabilités des voies empruntées. Le titulaire devra obtenir toutes autorisations privées ou publiques nécessaires. Le titulaire doit impérativement remettre les accès au chantier dans leur état initial de viabilité et d'aménagement dès la fin de leur utilisation par ses matériels.

NB : Dans le cas d'une intervention depuis la berge, le titulaire est informé de la présence de chemins VELOURTE sur les secteurs des prestations. Il lui appartiendra le cas échéant d'obtenir toutes les autorisations nécessaires à son intervention et dans tous les cas, de remettre les accès dans leur état initial.

4.1.6 : Engins de guerre rencontrés au cours des travaux

L'attention du prestataire est attirée sur le fait que des engins de guerre sont susceptibles de se trouver sur les lieux des prestations.

Si un engin de guerre est découvert ou repéré au cours des prestations, l'arrêt du chantier est immédiat.

Le prestataire préviendra aussitôt le représentant de VNF et les autorités compétentes :

Pour le département de l'AISNE (02) :

Préfecture de l'Aisne

Service Interministériel de Défense et de Protection Civile

2 rue Paul Doumer 02010 Laon cedex

03.23.21.82.31 ou bureau.sidpc@aisne.pref.gouv.fr

Pour le département des ARDENNES (08) :

Préfecture des Ardennes - Service des Sécurités

1, place de la Préfecture - BP 60002 - 08005 CHARLEVILLE-MEZIERES cedex

Tél. : 03 24 59 66 00

Pour le département de la MARNE (51) :

Préfecture de la Marne

SIDPC

1, rue de Jessaint

51000 CHALONS-EN-CHAMPAGNE
Tél. : 03 26 26 13 37

Pour le département de l'OISE (60) :

Préfecture de l'Oise
SIDPC
2 avenue de l'Europe 60000 Beauvais
03.44.06.12.34

En cas de doute sur le service à joindre, contactez le 17.

Des mesures conservatoires seront prises en respectant les consignes suivantes :

- ne pas manipuler l'engin explosif ;
- le recouvrir de terre ou de sable ;
- le baliser ;
- mettre en place un système de protection afin que le public ne puisse toucher l'engin.

Le titulaire informera sans délai le maître d'œuvre. Un constat contradictoire d'événement sera rédigé et le délai d'intervention suspendu.

4.1.7 : Emplacement mis à la disposition de l'entrepreneur

Les abords des canaux, ports ou annexes pourront être mis à disposition pour le titulaire le temps de l'intervention. Toutefois et dans le cas de superposition de gestion avec une collectivité locale, l'entrepreneur devra recueillir toutes les autorisations nécessaires de ce gestionnaire pour ces installations et leur remise en état.

Un constat établi entre le prestataire, la collectivité et le maître d'œuvre devra être réalisé avant et après prestations.

4.2 : Stipulations communes

Le titulaire sera responsable de tous dommages causés aux tiers et à leurs biens. Le cas échéant, il remettra en leur état initial les terrains, chemins et accès qu'il aura dégradés à l'occasion des prestations.

L'attention du prestataire est attirée sur la nécessité d'émettre des Déclarations d'Intention de Commencement de Travaux (D.I.C.T.) avant le début des prestations.

En aucun cas, Voies Navigables de France ne sera responsable des accidents ou incidents survenus pendant la durée des prestations tels que les accidents de circulation à des tiers ou des animaux, dégradations occasionnées aux panneaux de signalisation, plantations, poteaux ou appareils de l'E.D.F., France Télécom, accidents à des tiers par suite de la présence de plantes arrachées dans l'eau ou en surface de l'eau.

4.3 : Signalisation de chantier

Les moyens et les frais afférents à la signalisation complète des chantiers, tant routière que fluviale, incombent au titulaire.

4.4 : État des lieux

Un compte rendu similaire sera dressé au terme des prestations avant réception où, point par point, il sera jugé si les dégradations complémentaires constatées sont du fait de l'état initial ou du manque de rigueur de la part du titulaire lors des prestations.

Si nécessaire au début de la période des prestations, il pourra être établi contradictoirement un état des lieux, comprenant notamment des photographies datées.

Ce document indiquera toutes les déficiences constatées à la date de prise en charge des prestations par le titulaire et prévaudra pour l'arbitrage de tout litige ultérieur. Le titulaire sera tenu de mettre en œuvre tous les moyens nécessaires pour n'occasionner aucun dégât sur les lieux d'intervention, notamment par les engins utilisés. Toute dégradation lui sera le cas échéant, imputée et il lui appartiendra de remettre à l'état initial toutes les voiries, chemins, accès empruntés.

4.5 : Constats

Un constat sera établi par le représentant du maître d'ouvrage en présence du représentant du titulaire lorsque l'arrachage sera exécuté ou en état d'être mesuré.